



Organisation des
Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture

OBJECTIFS
DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE



LE TRAVAIL DE LA FAO RELATIF À L'ODD 14

Des océans sains en faveur
de la sécurité alimentaire, la nutrition
et les communautés résilientes

SOMMAIRE

PAGES 4-5

INTRODUCTION

PAGES 6-7

SAUVEGARDER NOS OCÉANS

PAGES 8-9

MESSAGES CLÉS

PAGES 10-11

**LE RÔLE ESSENTIEL DU
POISSON DANS LA NUTRITION
HUMAINE**

PAGES 12-13

**LE RÔLE DE LA FAO EN TANT
QU'ORGANISME GARANT DES
INDICATEURS DE L'ODD 14**

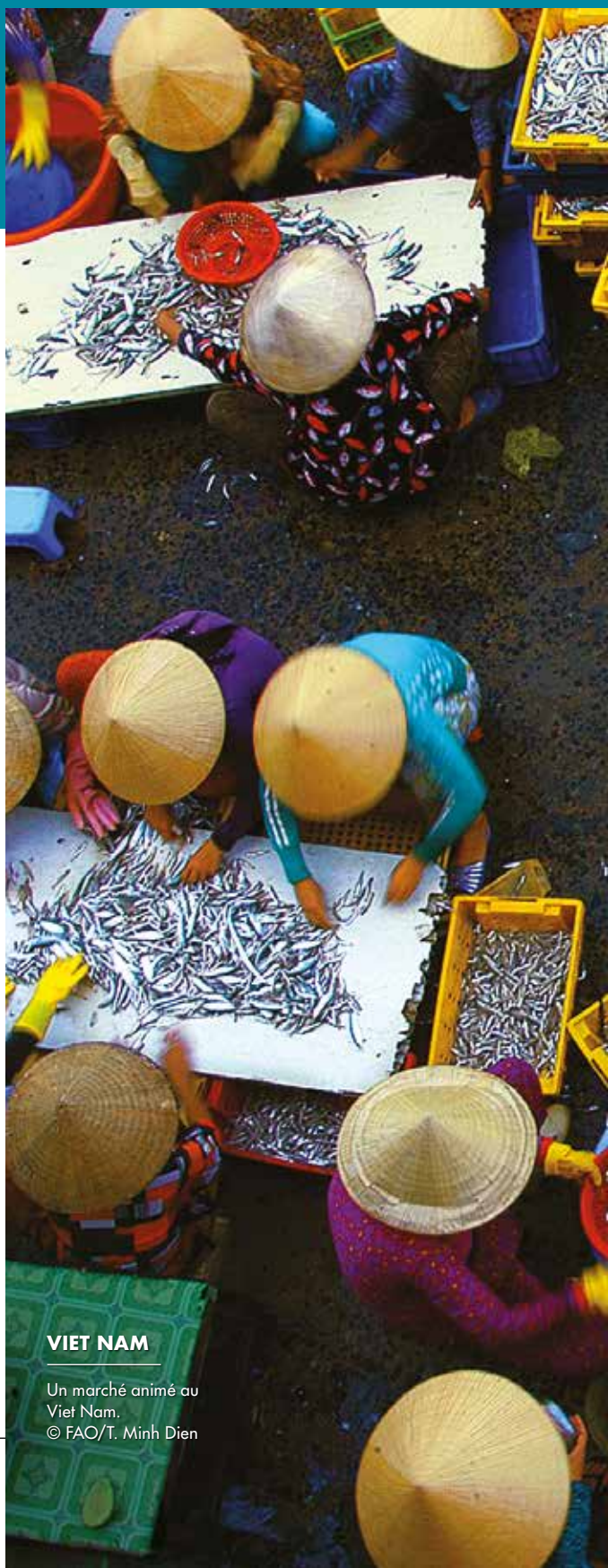
PAGES 14-23

**LA CONTRIBUTION DE LA FAO
POUR RÉALISER L'ODD 14**

PAGE 24-35

**LA FAO AIDE LES PAYS
À RÉALISER L'ODD 14**

Photo de couverture:
CÔTE D'IVOIRE – Un enfant mange un morceau de poisson.
© FAO/S. Kambou



VIET NAM

Un marché animé au
Viet Nam.
© FAO/T. Minh Dien



**«LA GESTION
EFFECTIVE ET
DURABLE DES
RESSOURCES
MARINES EST
ESSENTIELLE À LA
RÉALISATION DE
L'ODD 14 AINSI QUE
POUR GARANTIR
LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET
LA NUTRITION
POUR TOUS».**

Directeur général de la FAO
José Graziano da Silva

INTRODUCTION

Notre planète doit faire face à des défis multiples et complexes en ce XXI^{ème} siècle. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 engage la communauté internationale à agir de concert pour surmonter ces défis et transformer notre monde pour les générations actuelles et futures.

Le 25 septembre 2015, les 193 États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD), 169 cibles et 230 indicateurs.

Le Programme 2030, qui a été entièrement défini et approuvé par les pays, promeut une vision globale pour les populations, la planète et la prospérité à long terme. Il établit un plan pour l'avenir, en engageant le monde sur une voie durable et résiliente qui mènera à une transformation des niveaux de vie.

Le Programme 2030 vise à répondre aux défis complexes auxquels la planète fait actuellement face: mettre un terme à la pauvreté,

la faim et la malnutrition, et répondre au changement climatique tout en réalisant la croissance inclusive et la gestion durable des ressources naturelles.

Intégrant les trois dimensions du développement durable – la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection environnementale, les ODD sont universels, interconnectés et indivisibles. Ils exigent des approches complètes, participatives et inclusives, qui ne laissent personne de côté.

Les ODD font suite aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et sont désormais la principale référence mondiale pour les politiques de développement.

**L'ODD 14 EST
UNE PRIORITÉ
ABSOLUE DU
PROGRAMME
2030.**

En mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, la régulation climatique, les populations entières et l'avenir même des États individuels, l'ODD 14, *Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable*, est une priorité majeure du Programme 2030.

CUBA

Des femmes attendent les pêcheurs pour repartir avec la pêche du jour.
© FAO/V. Crespi



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



SAUVEGARDER NOS OCÉANS

Au-delà de la conservation des océans, l'ODD 14 se centre sur les personnes et les communautés côtières qui dépendent des ressources marines.

Les océans et les mers soutiennent les moyens d'existence et l'ensemble des communautés, offrant une alimentation nutritive et la prospérité à des centaines de millions de personnes dans le monde. Couvrant plus de 70 pour cent de la surface de la planète, ils fournissent la moitié de l'oxygène du monde, séquestrent du carbone, et abritent 80 pour cent de la vie sur terre.

L'objectif autonome correspondant à l'ODD 14, qui vise à conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, illustre clairement le rôle essentiel des océans pour le bien-être humain et la santé de notre planète.

La reconnaissance au niveau international de l'importance de la conservation des ressources de nos océans permet d'imprimer un élan international autour de cette question. Toutefois, l'ODD 14 va bien au-delà de la

simple conservation des océans et met l'accent sur les populations et les communautés côtières, notamment celles des pays en développement qui sont dépendantes des ressources marines.

Les océans, comme les ressources côtières et marines, jouent un rôle essentiel dans le bien-être humain et le développement social et économique du monde entier. Leur rôle est particulièrement important pour les populations côtières, qui représentaient 37 pour cent de la population mondiale en 2010.

Ils offrent des moyens d'existence, un potentiel touristique, et fournissent de la nourriture et des revenus.

Le secteur de la pêche crée des millions d'emplois et ses traditions et connaissances sont souvent transmises de génération en génération. Le poisson fait partie des denrées alimentaires les plus largement échangées, pour une valeur annuelle de 145 milliards de dollars des États-Unis.

**DES OCÉANS ET
DES MERS EN
BONNE SANTÉ
SONT PLUS
IMPORTANTES
QUE JAMAIS.**

Soixante pour cent du volume commercialisé de poisson provient des pays en développement, créant des débouchés dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Par ailleurs, le poisson a le potentiel d'aider à répondre à la demande d'aliments nutritifs pour nourrir la population mondiale qui devrait atteindre près de 10 milliards d'individus en 2050. Nous avons plus que jamais besoin d'océans et de mers en bonne santé.

INDONÉSIE

Un pêcheur local et
la prise du jour.
© FAO/J. Holmes

14
VIE
AQUATIQUE



LA FAO ET L'ODD 14

- ▶ La FAO est l'organisme garant des indicateurs 14.4.1, 14.6.1, 14.7.1 et 14.b.1 sur un total de 21 indicateurs dont l'Organisation est garante. Elle fournit aux États des informations sur les niveaux optimaux de pêche, l'expansion de l'aquaculture et l'accès équitable et sûr aux ressources aquatiques vivantes et aux marchés.
- ▶ La FAO est responsable d'instruments contraignants et non contraignants négociés avec les pays membres qui peuvent aider à réaliser l'ODD 14, notamment le Code de conduite pour une pêche responsable, les mesures du ressort de l'État du port, les Directives d'application volontaire sur les programmes de documentation des prises, les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale, et des recommandations sur l'étiquetage écologique.

MESSAGES CLÉS

Un océan d'opportunités pour mettre fin à la pauvreté, éradiquer la faim et nourrir les générations futures

Tandis que la pêche fournit à plus de 3,1 milliards de personnes 20 pour cent de leur apport moyen en protéines animales, les océans et les mers ouvrent de grandes perspectives pour nourrir une population mondiale qui devrait atteindre près de 10 milliards d'individus en 2050. Environ 70 pour cent de la planète fournit moins de 5 pour cent de notre alimentation. En investissant dans les pêcheurs et leurs communautés, en diminuant la surpêche et en gérant les océans de manière durable, nous contribuons à réaliser de multiples cibles de l'ODD 14.

Pour ne pas faire de laissés-pour-compte, nous devons promouvoir les pêcheurs et leurs communautés

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture procure des moyens d'existence à 10-12 pour cent de la population mondiale. Partager les richesses des mers de manière plus équitable et garantir aux communautés côtières un meilleur accès aux ressources et à la prise de décisions est la meilleure façon de soutenir l'emploi dans les villages de pêcheurs du monde, de réduire les migrations de détresse vers les zones urbaines et de préserver la vitalité des mers tout en combattant la menace de la surpêche et de la pollution des océans.

Gérer les océans de manière durable

Évoluer de la conservation des océans et des autres ressources naturelles vers leur utilisation durable sera la clé de la réussite de l'ODD 14. La Croissance bleue intègre le développement dans ses trois dimensions, et vise à concilier croissance et conservation; pêche industrielle, pêche artisanale et aquaculture, tout en favorisant la coopération entre les pays et des partenariats entre les acteurs. Promouvoir la croissance bleue peut accélérer les progrès dans tous les ODD, et maximiser les bénéfices pour les petits États insulaires en développement (PEID).

LA FAO: NOURRIR LE MONDE, PRÉSERVER LA PLANÈTE

En sa qualité d'organisme spécialisé des Nations Unies travaillant dans les trois dimensions du développement durable, la FAO aide les pays à mettre en œuvre le Programme 2030 en proposant une expertise technique et de contrôle, et un soutien à la conception des politiques, la gouvernance participative, la création de partenariats et des efforts de mobilisation des ressources.

LE TRAVAIL DE LA FAO CONCERNE L'ENSEMBLE DES ODD

En s'attaquant aux liens entre l'ODD 14 et d'autres cibles du Programme 2030, notamment celles de l'ODD 1, l'ODD 2, et l'ODD 8, la FAO agit de concert avec les gouvernements, les petits producteurs, les pêcheurs et leurs communautés, les syndicats agricoles, la société civile, les chercheurs et d'autres acteurs clés de la sécurité alimentaire et du développement durable et travaille sur des projets et des programmes dans le monde entier.

PHILIPPINES

Les femmes jouent un rôle important dans les pêches et l'aquaculture.
© FAO/P. Suuronen



LE RÔLE ESSENTIEL DU POISSON DANS LA NUTRITION HUMAINE

Les mers et les océans ont la capacité d'aider à répondre à la demande en aliments nutritifs pour nourrir les près de 10 milliards d'individus qui, selon les estimations, peupleront la planète en 2050.

Le poisson, comme le reconnaît la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) de 2014, joue un rôle crucial dans l'amélioration de la nutrition humaine. Il fournit à plus de 3,1 milliards de personnes près de 20 pour cent de leur apport moyen en protéines animales. L'accroissement de la population et le développement économique feront augmenter la demande de poisson dans le cadre d'un régime équilibré sain.

En plus d'être une source riche en protéines et en matières grasses bénéfiques, le poisson est également une source unique de nutriments essentiels, notamment d'acides gras oméga-3 à chaîne longue, d'iode, de Vitamine D et de calcium. Les bénéfices multiples des poissons gras riches en oméga-3 et des petits poissons consommés entiers contenant des nutriments dans la peau et les arrêtes, illustrent clairement la valeur nutritionnelle irremplaçable des produits comestibles de la mer.

Les efforts déployés dans le secteur du poisson et de la nutrition auront des effets bénéfiques sur les pays en développement et les pays développés. Dans de nombreux pays en développement, le poisson est la principale voire la seule source de protéines animales, et il est essentiel dans l'apport de micronutriments. Les habitudes alimentaires sont également en train d'évoluer dans les pays développés et les pays à revenu intermédiaire et l'attention portée sur la protection contre les maladies non transmissibles et les problématiques liées à la santé a entraîné une augmentation de la demande en poisson.

Ce dernier joue également un rôle essentiel pour la bonne santé des enfants pendant leur croissance. Les femmes enceintes du monde entier font face à des besoins nutritionnels exigeants. Les 1 000 premiers jours allant du début de la grossesse à l'âge de deux ans sont désormais reconnus comme une période charnière pour

LE POISSON N'EST PAS SEULEMENT UNE SOURCE DE PROTÉINES ET DE GRAISSES BÉNÉFIQUES, IL EST ÉGALEMENT L'UNIQUE SOURCE DE NUTRIMENTS ESSENTIELS.

promouvoir une nutrition correcte en faveur d'un bon développement. La consommation de poisson par les femmes enceintes contribue au développement neurologique de l'enfant, en favorisant le développement optimal du cerveau, en garantissant une bonne croissance des os et en fournissant des taux suffisants de fer et de zinc.

Les pratiques de gestion de la pêche durable qui protègent les ressources halieutiques pour les générations futures sont donc plus essentielles que jamais.

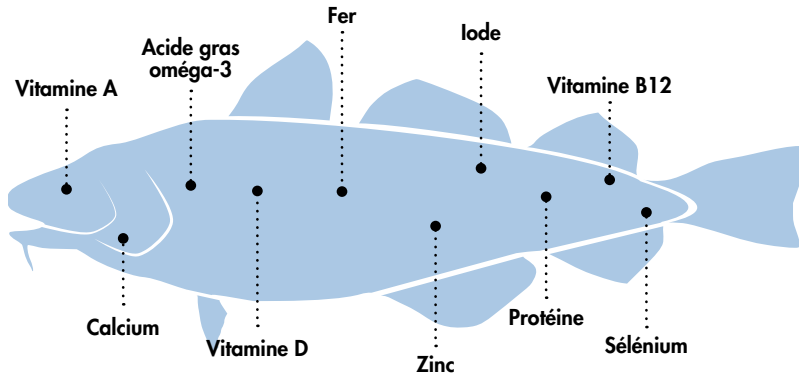


CÔTE D'IVOIRE

La consommation de poisson contribue au développement neurologique et physique des enfants.

© FAO/S. Kambou

Un superaliment de la nature



ACIDES GRAS OMÉGA-3 À CHAÎNE LONGUE

Contenus notamment dans le poisson et les produits de pêche, ces acides gras sont essentiels pour le développement optimal du cerveau.



IODE

Les produits comestibles de la mer sont généralement la seule source naturelle de ce nutriment essentiel. L'iode sert par exemple au bon fonctionnement de la thyroïde et est aussi essentiel pour le développement neurologique.



VITAMINE D

Un autre nutriment crucial pour le développement mental, la vitamine D régule également la fonction du système immunitaire et est essentiel pour des os en bonne santé.



FER

Durant la grossesse, l'apport en fer est crucial pour la production additionnelle de sang pour la mère elle-même et pour son bébé.



CALCIUM, ZINC, AUTRES MINÉRAUX

Les régimes alimentaires sans produits laitiers manquent souvent de calcium, et la déficience en zinc ralentit le développement de l'enfant.

FAITS ET CHIFFRES

Plus de **3,1 milliards** de personnes tirent au moins **20 %** de leur apport en **protéines animales** du poisson, contre **15 %** de ce même apport en protéines animales pour d'autres **1,3 milliards** de personnes.

Les parties du poisson qui sont souvent jetées et sous-estimées, comme la tête, les viscères et les os, constituent **30 à 70 % du poisson** et sont spécialement riches en oligoéléments.

La consommation de poisson a augmenté de **9 Kg** par habitant en 1961 à approximativement **20 Kg** par habitant actuellement.

LE RÔLE DE LA FAO EN TANT QU'ORGANISME GARANT DES INDICATEURS DE L'ODD 14

LE CONTRÔLE, LES ACTIVITÉS ET LES INSTRUMENTS DE LA FAO, CONTRAIGNANTS ET NON CONTRAIGNANTS, JOUENT UN RÔLE IMPORTANT DANS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE L'ODD 14.

Trouver des moyens nouveaux et effectifs de collecter des données, contrôler les cibles et mesurer les progrès est une condition essentielle à la réussite des 17 objectifs de développement durable.

En mars 2017, la Commission de statistique de l'ONU est convenue d'un cadre de 230 indicateurs pour contrôler les 169 cibles relatives aux ODD. Ces indicateurs mondiaux aideront les pays à mesurer leurs progrès dans la réalisation des objectifs, à tirer les leçons de leurs expériences et à déterminer vers

quels domaines il est nécessaire de se concentrer et de mobiliser les ressources.

Bien que la FAO soit activement impliquée dans toutes les dimensions de l'ODD 14, son travail est particulièrement notable au niveau des indicateurs dont elle est l'organisme garant.

FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Le Programme 2030 a mis en place une structure mondiale d'établissement de rapports qui rassemble des données aux niveaux local, national et régional, et culmine avec la célébration du Forum politique de haut niveau des Nations Unies. Ce dernier se réunit une fois par an au niveau intergouvernemental, fournit des orientations et des recommandations, identifie les progrès accomplis et les défis à relever, et mobilise les moyens nécessaires à l'accélération de la mise en œuvre des 17 ODD. Les indicateurs relatifs aux ODD forment le socle sur lequel repose la responsabilité mutuelle de ce nouveau cadre mondial.



14.4.1 Proportion de stocks de poissons exploités à des niveaux biologiquement durables

D'après une analyse de la FAO consacrée aux stocks évalués, la proportion des stocks exploités à un niveau biologiquement durable a reculé, de 90 pour cent en 1974 à 68,6 pour cent en 2013. Cela signifie que, d'après les estimations, 31,4 pour cent des stocks de poissons étaient exploités à un niveau biologiquement non durable, c'est-à-dire surexploités.

14.6.1 Progrès accomplis par les pays quant au degré de mise en œuvre des instruments internationaux visant à combattre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INDNR)

Un an après son entrée en vigueur, l'Accord de la FAO relatif aux

mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée marque une étape importante dans la lutte contre ces pratiques. En outre, les questionnaires relatifs au suivi de l'application du Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO indiquent que de nombreux pays ont développé et mis en œuvre des plans d'action au niveau national pour combattre la pêche INDNR.

14.7.1 Pourcentage du PIB représenté par la pêche durable dans les petits États insulaires en développement (PEID), les pays les moins avancés et tous les pays

L'accès aux données pertinentes sur la valeur des pêches au sein de l'économie nationale offre l'opportunité d'examiner les réussites comparatives des

politiques spécifiques des pays en matière de gestion des pêches et de développement économique, offrant ainsi de précieux renseignements aux pays qui dépendent de la pêche, et notamment aux PEID.

14.b.1 Progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre d'un cadre juridique, réglementaire, politique ou institutionnel reconnaissant et protégeant les droits d'accès des petits pêcheurs

Les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale comprennent des chapitres spécifiques sur la gouvernance responsable des régimes fonciers et les chaînes de valeur, les activités après-capture et le commerce, constituant un instrument important pour réaliser l'ODD 14.b.1. La FAO soutient les pays et les régions qui sont activement engagées dans la mise en œuvre de ces Directives volontaires.

LA CONTRIBUTION DE LA FAO POUR RÉALISER L'ODD 14

Depuis son approbation il y a environ 20 ans, le **Code de conduite pour une pêche responsable** demeure plus pertinent que jamais.

Au cours des deux décennies, les principes du Code ont donné naissance à divers instruments qui se sont employés à améliorer la conservation, la gestion et le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture. Ils regroupent des directives techniques et des plans d'action, des approches écosystémiques de la pêche et de l'aquaculture, les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale, l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port, les Programmes de documentation des prises, et l'Initiative en faveur de la croissance bleue.

Les États membres et l'ensemble des acteurs du secteur oeuvrent pour intégrer le Code de conduite à leurs politiques, et des progrès significatifs ont été enregistrés dans ce domaine au cours des 20 dernières années. La FAO est responsable de contrôler la mise en oeuvre et de soutenir les efforts nationaux pour appliquer le Code de conduite, en fournissant un soutien de capacités si nécessaire.

En 1995, les pays membres de la FAO ont préparé, négocié et adopté un instrument novateur, dans un contexte international marqué par un intérêt croissant pour le développement durable.

Le Code qui est un recueil de principes, d'objectifs et d'éléments d'action a pris plus de deux ans pour être élaboré. Il est le fruit du travail des représentants des États membres de la FAO, des organisations intergouvernementales, du secteur halieutique et des ONG.

À l'époque, les secteurs de la pêche et de l'aquaculture étaient en pleine mutation. Les niveaux de production élevés du secteur de la pêche et les inquiétudes croissantes au début des années 1990 sur les risques de surpêche ont fait déplacer le débat de l'augmentation de la production vers celui de la production durable.

En 1991, le Comité des pêches de la FAO (COFI) a été le premier à inviter l'Organisation à développer de nouveaux concepts pour une pêche responsable et durable. Par la suite, la Conférence internationale sur la pêche responsable, tenue en 1992 à Cancún (Mexique) a

LE CODE DE CONDUITE POUR UNE PÊCHE RESPONSABLE

Nature:

Instrument négocié. Le Code traduit le consensus global sur une grande variété de questions ayant trait aux pêches et à l'aquaculture.

Objet:

Poser les principes de gestion d'une pêche et aquaculture durable

Date de création: 1995

poursuivi le processus entamé qui a été renforcé par la CNUED, Sommet de la Terre organisé à Rio de Janeiro (Brésil) à la fin de la même année. La Conférence des Nations Unies a placé le développement durable au sommet de l'agenda international, préparant ainsi la voie aux négociations et à l'adoption du Code.

Cet instrument a répondu au besoin de mieux intégrer la conservation et les problématiques environnementales dans la gestion de la pêche et de garantir la sécurité alimentaire pour les générations à venir.



ITALIE

Pendant plus de 20 ans, le Code de conduite a accompagné les pays dans la mise en œuvre de politiques de gestion pour la pêche durable.
© FAO/G. Napolitano

Le Code de conduite pour une pêche responsable

définit les principes et normes applicables à la conservation, à l'aménagement et à la mise en valeur de toutes les pêcheries, y compris:



Les liens avec d'autres instruments internationaux



Application et suivi



Besoins particuliers des pays en développement



Aménagement des pêcheries



Opérations de pêche



Développement de l'aquaculture



Intégration des pêches dans l'aménagement des zones côtières



Pratiques post-capture



Commerce



Recherche halieutique

LA CONTRIBUTION DE LA FAO POUR RÉALISER L'ODD 14

On estime que la pêche INDNR représente 20 pour cent des prises totales chaque année et qu'elle prive l'économie mondiale de 10 à 23 milliards d'USD par an.

Pour affronter ce problème, la FAO a négocié avec ses États membres l'adoption en 2009 d'une mesure phare destinée à empêcher que des poissons pêchés illégalement ne pénètrent sur les marchés internationaux par l'intermédiaire des ports: **l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer, éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.**

Cet Accord favorise la collaboration entre les pêcheurs, les autorités portuaires, les garde-côtes et la marine pour renforcer les inspections et les mesures de contrôle dans les ports et sur les navires. En vertu du traité, les navires doivent demander l'autorisation avant d'entrer dans le port. L'entrée et l'utilisation de ce dernier doivent être refusées aux navires en infraction après inspections régulières, et les ports internationaux doivent échanger leurs informations concernant les navires suspects.

Le 5 juin 2016, les mesures du ressort de l'État du port sont officiellement entrées en vigueur. Leur ratification et entrée en vigueur représentent une réussite colossale, qui n'a pu voir le jour que grâce à la collaboration internationale sur les océans. La

dynamique visant à mettre fin à la pêche INDNR dans le monde entier progresse au fur et à mesure que les pays continuent d'adhérer à cet important traité ou de le ratifier.

L'Accord lui-même reconnaît les besoins spécifiques des États en développement et inclut des dispositions sur la mise en place de mécanismes de financement destinés à sa mise en œuvre dans les pays signataires. Ces mécanismes prévoient de développer et de renforcer les capacités en matière de suivi, de contrôle, de surveillance et de conformité, ainsi que de formation des responsables portuaires, des inspecteurs et du personnel policier et judiciaire.

L'ACCORD DE LA FAO RELATIF AUX MESURES DU RESSORT DE L'ÉTAT DU PORT VISANT À PRÉVENIR, CONTRECARRER, ÉLIMINER LA PÊCHE ILLICITE, NON DÉCLARÉE ET NON RÉGLEMENTÉE

Nature:

Traité international négocié

Objet:

Empêcher les prises illégales de poisson de pénétrer sur les marchés internationaux par l'intermédiaire des ports

Date de création: 2016

ITALIE

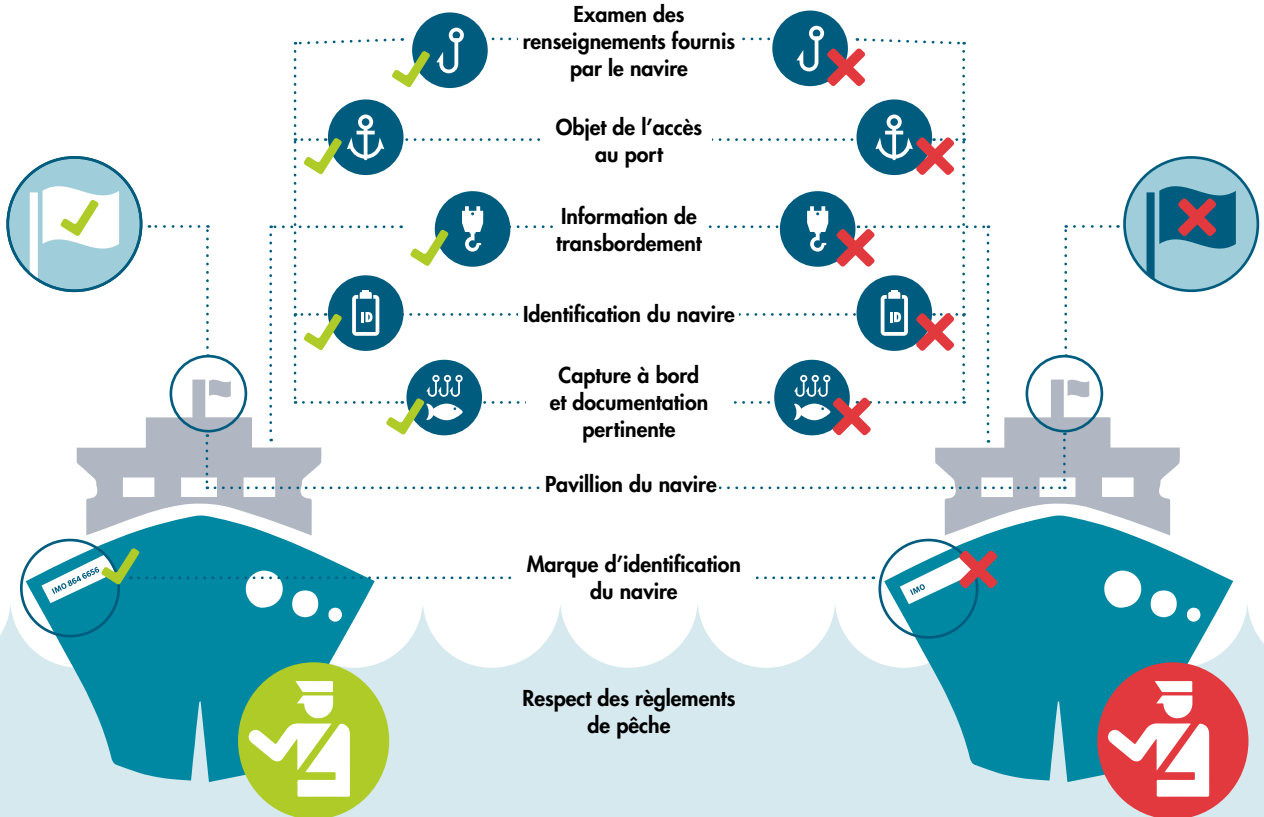
Les pays signataires célèbrent à la FAO, l'entrée en vigueur des Mesures du ressort de l'État du port (Juillet 2016).
© FAO/A. Benedetti



L'Accord de la FAO sur les mesures du ressort de l'État du port est une manière rentable et efficace pour lutter contre la pêche INDNR en empêchant les navires engagés dans la pêche INDNR d'utiliser les ports pour débarquer leurs captures.

Deux navires étrangers demandent l'entrée d'un port désigné dans un pays qui adhère au traité:

EXAMINER ET VÉRIFIER



Autoriser l'utilisation du port pour tous les services portuaires. Le poisson peut être débarqué et transbordé.



Refuser l'utilisation du port, notification rapide à l'État du pavillon, aux États côtiers et aux organisations régionales de gestion des pêches et prendre d'autres mesures/poursuivre.

LA CONTRIBUTION DE LA FAO POUR RÉALISER L'ODD 14

CÔTE D'IVOIRE

Les autorités nationales devraient s'assurer que tous les navires autorisés sont enregistrés dans le Fichier mondial.
© FAO/S. Kambo



FICHER MONDIAL DES NAVIRES DE PÊCHE, DES NAVIRES DE TRANSPORT FRIGORIFIQUE ET DES NAVIRES DE RAVITAILLEMENT

Nature:

Inventaire national des navires participant aux opérations de pêche

Objet:

Servir d'outil pour éliminer la pêche illicite

Date de création: 2014

Le Fichier mondial des navires de pêche, des navires de transport frigorifique et des navires de ravitaillement

(Fichier mondial) a vu le jour suite à un processus entamé en 2005 avec l'adoption de la Déclaration de Rome sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Le Fichier mondial est un outil unique sur lequel les pouvoirs publics et les organismes de gestion de la pêche enregistrent des informations sur tous les navires autorisés à effectuer des opérations de pêche dans leur pays ou région. Chaque navire est enregistré dans la base de données au moyen

d'un identifiant unique du navire (IUN), attribué à vie, quels que soient les changements de nom, de propriétaire ou de pavillon du navire.

La base de données est essentielle pour le travail des inspecteurs, des autorités portuaires et des autorités de l'État du pavillon, facilitant l'identification des navires qui ne sont pas régulièrement identifiés et enregistrés par les autorités nationales et régionales pertinentes.

Avec l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port et les Programmes de documentation des prises, le Fichier mondial complète

la série d'instruments et de mesures solides visant à éliminer la pêche illicite. Il permet en outre de garantir aux consommateurs que le poisson qui se trouve dans leurs assiettes peut faire l'objet d'une traçabilité du moment de sa prise, et sur toute la chaîne d'approvisionnement, jusqu'à son achat.

ITALIE

Vente de poissons frais sur un marché à Acilia.
© FAO/G. Napolitano



LES DIRECTIVES VOLONTAIRES SUR LES PROGRAMMES DE DOCUMENTATION DES PRISES DE POISSON

Nature:

Directives volontaires négociées

Objet:

Améliorer et harmoniser la traçabilité du poisson le long de la chaîne d'approvisionnement

Date de création: 2017

Les Directives volontaires sur les Programmes de documentation des prises de poisson

sont destinées à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Les Programmes de documentation des prises sont des systèmes de positionnement et de suivi qui contrôlent le poisson depuis le lieu de sa capture, le long de la chaîne d'approvisionnement et ce jusqu'à sa destination finale, documentant ainsi la légalité de la capture des produits comestibles de la mer.

Un processus de négociation de cinq ans conduit par la FAO a mené à bien la tâche fixée dans la Résolution sur les pêches

adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2013, appelant la FAO et ses États membres à élaborer, conformément au droit international et aux accords établis en vertu de l'Organisation mondiale du commerce, des directives sur les Programmes de documentation des prises qui aideraient à garantir la traçabilité des produits «de la mer à l'assiette».

Les directives ont été approuvées à l'unanimité en 2017 par un comité d'experts de la FAO dirigé par des États membres. Elles seront présentées pour approbation à l'occasion de la Conférence de la FAO en juillet 2017.

Bien que ces nouvelles directives soient volontaires, le long processus de négociations qui y a mené traduit le niveau élevé d'adhésion de la part des gouvernements. Une fois approuvées, elles serviront de référence pour les nouvelles documentations de prises au niveau national, régional ou international. Par ailleurs, étant donné que les directives demandent aux pays de se conformer aux lois internationales existantes, ainsi qu'aux accords établis dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, les pays qui s'appuieront sur ces lois et accords pour développer des programmes de documentation des prises pourront éviter tout différend commercial indésirable.

LA CONTRIBUTION DE LA FAO POUR RÉALISER L'ODD 14



INDE

Les petits pêcheurs représentent plus de 90 pour cent des pêcheurs de capture et des travailleurs de la pêche dans le monde.
© FAO/N. Franz

DIRECTIVES VOLONTAIRES VISANT À ASSURER LA DURABILITÉ DE LA PÊCHE ARTISANALE DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE L'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ

Nature:

Directives volontaires négociées

Objet:

Reconnaître et soutenir le rôle important des artisans pêcheurs et de leurs communautés

Date de création: 2014

En 2014, le Comité sur les pêches (COFI) a adopté un instrument négocié par les pays membres de la FAO: **les Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté.**

Ces Directives sont le premier instrument internationalement approuvé dans le secteur de la pêche artisanale.

Cet instrument pionnier reconnaît le rôle essentiel de la pêche artisanale dans le contexte de la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.

Le secteur emploie plus de 90 pour cent de pêcheurs et autres travailleurs de la pêche.

Les Directives encouragent les investissements en faveur de différents domaines tels que la santé, l'alphabétisation, l'éducation, l'éradication du travail forcé, la promotion de la protection de la sécurité sociale, la concrétisation de la parité hommes-femmes, et le renforcement de la résilience des pêcheurs et de leurs communautés face au changement climatique et aux événements météorologiques extrêmes.

La FAO soutient les pays dans leur travail d'intégration des Directives volontaires au sein de leurs politiques et programmes nationaux.



NORVÈGE

Le programme de recherche marine Nansen aide les pays à rendre compte de leur progrès dans la réalisation de l'ODD 14.

© FAO/K. Sullivan

LE NAVIRE DE RECHERCHE OCÉANIQUE NANSEN

Nature:

Programme de recherche océanique

Objet:

Mener des recherches océaniques en faveur des pays en développement

Date de création: 1974

Il y a 40 ans, le Gouvernement norvégien et la FAO ont lancé un partenariat de recherche océanique pionnier avec l'Institut norvégien de recherche marine. Dans les années 1970 et 1980, et avant que la prise de conscience environnementale ne se généralise, les chercheurs à bord du Nansen ont parcouru le globe, mesurant la santé de nos océans.

Le seul navire de recherche marine au monde battant le pavillon de l'Organisation des Nations Unies, le **R/V Dr Fridtjof Nansen** a effectué ses recherches principalement en Afrique, mais également en Asie, dans certaines des eaux les moins étudiées de la planète. En 40 ans de recherche destinée aux pays en développement et à la recherche océanique mondiale, les navires Nansen ont parcouru l'équivalent impressionnant de 60 tours du globe.

Les enquêtes Nansen fournissent une plateforme pour de nombreux pays en développement qui ne disposent pas d'infrastructures permettant d'effectuer des recherches marines

de façon indépendante. Sans ces informations, bon nombre de ces pays se heurteraient à des obstacles insurmontables dans l'évaluation de leurs ressources halieutiques - condition indispensable pour prendre des décisions éclairées en matière de gestion des pêches. Toutes les données collectées sont entrées dans une base dédiée et mises à la disposition des pays et des régions. Ce partenariat unique appuie les pays en développement dans la gestion durable de leurs pêches et leur permet d'obtenir des informations essentielles qui les aident à rendre compte de leurs progrès dans la réalisation de l'ODD 14.

Le Nansen a accueilli à son bord des centaines de chercheurs du monde entier, principalement des pays en développement. Une solide politique d'égalité des sexes a permis d'accueillir un grand nombre de femmes scientifiques. La plupart de ces chercheurs/-euses océaniques n'auraient pas eu la possibilité de mener des recherches en mer avant d'embarquer sur le Nansen.

Et cependant, ils/elles se sont joint(e)s à l'équipage international avec beaucoup d'enthousiasme, partageant leurs domaines d'expertise et de connaissances locales, et s'imprégnant des connaissances des autres scientifiques à bord. À la fin du voyage, lorsqu'ils rentrent dans leurs pays, ces chercheurs partagent les connaissances et l'expérience acquises au sein de leurs universités, des instituts de recherche et des ministères.

Le navire Nansen le plus récent, le troisième depuis le début du programme, a débarqué du port d'Oslo le 24 mars 2017. Il s'agit du navire de recherche océanique le plus sophistiqué au monde. De nouveaux laboratoires facilitent la recherche sur les effets du changement climatique et l'étude des plastiques marins en plus des activités de recherche sur la gestion de la pêche. Le nouveau Nansen a commencé ses recherches océaniques sur la côte Nord-ouest de l'Afrique en mai 2017 et poursuivra ses recherches sur la réalisation de l'ODD 14.

LA CONTRIBUTION DE LA FAO POUR RÉALISER L'ODD 14

La FAO a lancé l'**Initiative croissance bleue** en 2013 et cette dernière a figuré dans des forums de haut niveau tels que le Sommet mondial d'action pour les océans à La Haye (Pays-Bas). Elle est née de l'émergence du concept «d'économie bleue» découlant de la Conférence de Rio+20 de 2012, et met l'accent sur les trois piliers du développement durable - les dimensions économiques, sociales et environnementales.

La croissance bleue donne la priorité à la gestion durable des ressources aquatiques naturelles, et prend pleinement en compte les besoins environnementaux, sociaux et économiques. Elle met l'accent sur l'utilisation efficace des ressources dans la pêche de capture et l'aquaculture, les services environnementaux, le commerce, les moyens d'existence et les systèmes alimentaires.

L'approche tend à réduire la dégradation de l'environnement, la perte de biodiversité et l'utilisation non durable des ressources, tout en maximisant les avantages économiques et sociaux qui forgent des communautés solides. Elle vise aussi à créer un environnement favorable pour les travailleurs de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que pour les travailleurs sur toute la chaîne d'approvisionnement des produits comestibles de la mer, afin qu'ils agissent non seulement en tant qu'utilisateurs des ressources,

mais qu'ils prennent une part active à la protection et la préservation des ressources naturelles pour le bien des générations futures.

L'Initiative en faveur de la croissance bleue et les objectifs de l'ODD 14 sont complémentaires. Le travail entrepris dans les pays pour réaliser l'ODD 14 et pour généraliser la croissance bleue dans les politiques et programmes nationaux est une étape importante vers la conservation des ressources océaniques et le renforcement des communautés côtières.

L'INITIATIVE CROISSANCE BLEUE

Nature:

Programme et stratégie politique

Objet:

Soutenir le développement de la pêche et de l'aquaculture durables et l'ODD 14

Date de création: 2013



ALGÉRIE

La Croissance bleue conserve les ressources océaniques tout en renforçant les communautés côtières.
© FAO/C. Amico

LA SITUATION MONDIALE DES PÊCHES ET DE L'AQUACULTURE

Nature:

Publication phare de la FAO

Objet:

Présenter et analyser les dernières statistiques et tendances officielles en matière de pêche et d'aquaculture

Date de création: 1994



Quels sont les principaux producteurs de pêche de capture marine globale?

1. Chine
2. Indonésie
3. États-Unis d'Amérique
4. Fédération de Russie
5. Japon



Quels sont les pays principaux producteurs en aquaculture globale?

1. Chine
2. Inde
3. Viet Nam
4. Bangladesh
5. Égypte



Les principaux importateurs de poissons et des produits de la pêche:

1. États-Unis d'Amérique
2. Japon
3. Chine
4. Espagne
5. France



Les principaux exportateurs de poissons et des produits de la pêche:

1. Chine
2. Norvège
3. Viet Nam
4. Thaïlande
5. États-Unis d'Amérique



En 1994, la FAO a lancé sa publication phare pour la pêche: **La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture.**

Ce document est publié tous les deux ans dans le but de fournir aux décideurs politiques, à la société civile et à ceux dont les moyens d'existence dépendent de ce secteur, une vue d'ensemble, objective et globale des pêches de capture et de l'aquaculture, y compris des problèmes de politique générale.

Le rapport est la seule publication synthétisant l'information sur les pêches et l'aquaculture globales, couvrant une grande variété de sujets relatifs au secteur. Chaque numéro présente les dernières statistiques officielles sur la pêche et l'aquaculture afin de faire l'analyse mondiale des tendances sur les ressources, la production, le traitement, l'utilisation, le commerce et la consommation de poisson. Elle établit également un rapport sur la situation des flottilles de pêche mondiales et analyse les activités des personnes qui participent à toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement du poisson.

Le rôle des pays en développement dans le commerce du poisson



Les pêcheurs du monde et les aquaculteurs par région

On estime que **56,6 millions de personnes** travaillaient dans le secteur primaire de la pêche et de l'aquaculture en 2014.



84 % Asie

10 % Afrique

4 % Amérique latine et Caraïbes

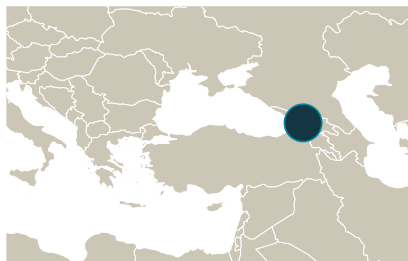


LA FAO AIDE LES PAYS À RÉALISER L'ODD 14

EXEMPLES DU MONDE ENTIER

Ces histoires courtes décrivent des projets et programmes dans différentes régions du globe où la FAO et ses partenaires soutiennent les efforts des pays dans la réalisation de l'ODD 14 ainsi que de multiples objectifs du Programme 2030.

Encourager le commerce de poisson en Géorgie



ODD 1 2 8 14 17

Ce pays du Caucase possède d'importantes ressources halieutiques. Au bord de la mer Noire, la prise d'anchois s'élève à 60 000 tonnes par an. La plus

GÉORGIE

Filets tournants pour attraper des anchois de grande qualité dans le port de la mer Noire de Poti.
© FAO/R. Urbani



grande partie est vendue fraîche aux pays voisins ou transformée en huile de poisson. Pour accroître ses revenus, la Géorgie souhaiterait pouvoir exporter directement vers le plus grand marché d'importation de poisson au monde, l'UE, mais elle ne satisfait pas encore un certain nombre de critères en ce qui concerne l'inspection du poisson, la certification, les laboratoires et la législation pertinente. La FAO apporte son aide à la Géorgie, en évaluant ses sites terrestres, ses usines et marchés de poisson dans

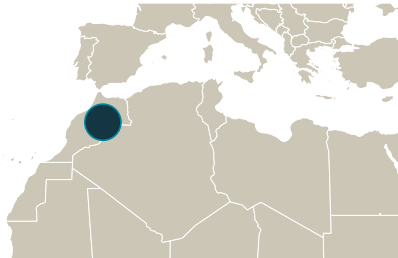
l'optique de les aider à respecter les exigences européennes. Elle forme ses inspecteurs halieutiques et aux côtés de l'Agence nationale pour l'alimentation géorgienne, examine tous les aspects des réglementations de l'UE en matière de traçabilité et d'étiquetage et fournit des listes de contrôle à compléter à chaque inspection. Ce travail permettra de renforcer la capacité de la production de pêche et d'offrir de plus grandes opportunités de commerce et de revenus pour l'avenir.

MAROC

Des pêcheurs s'appêtent à quitter
le port de Dikky.
© FAO/A. Senna



Soutenir le Maroc dans le développement de son aquaculture



ODD 1 2 3 8 14 17

Avec ses longues côtes, le Maroc possède une forte tradition de pêche maritime. Sa production nationale a atteint 1,3 milliard de tonnes en 2014, faisant du pays le plus gros producteur de pêche maritime d'Afrique et le 25^{ème} pays au rang mondial. La pêche représente 2,3 pour cent de son PIB. On estime que 3 millions de Marocains dépendent de la pêche comme moyen d'existence. Malgré ce portrait globalement positif, le Maroc aimerait pouvoir répondre à l'augmentation de la demande de produits halieutiques, notamment suite aux problèmes liés au changement climatique, sans ajouter

de pression supplémentaire sur ses ressources marines. À cette fin, le pays travaille avec la FAO pour développer de manière durable le secteur de l'aquaculture. Le Maroc et la FAO sont convaincus que l'aquaculture peut être une solution pour répondre à la demande interne croissante de poisson dans le cadre d'une alimentation saine, et qu'elle s'avère cruciale pour étendre le commerce. Par ailleurs, les activités aquacoles ont le potentiel réel de contribuer à améliorer le niveau de vie de toute la population, notamment les plus pauvres, d'une manière qui soit économiquement, socialement et environnementalement durable.

LA FAO AIDE LES PAYS À RÉALISER L'ODD 14



THAÏLANDE

Diminuer la consommation de carburant peut aider l'industrie de la pêche à faire baisser les émissions de gaz à effet de serre.
© FAO/P. Suuronen

Améliorer l'efficacité des flottilles de chalutiers thaïlandais



ODD **2** **8** **13** **14**

La rentabilité de la flottille commerciale mondiale est actuellement troublée par la volatilité des prix du pétrole, malgré les récentes baisses mondiales du prix

du baril. Un accent plus important est désormais placé sur la pêche intensive et l'application de pratiques économisant le carburant sur les navires et les équipements de pêche. S'ajoutent à cela les inquiétudes concernant les émissions de GES dues à la combustion de carburants fossiles. L'une des activités de la FAO en Thaïlande s'attache à la question de l'utilisation du carburant et ses répercussions dans l'atténuation des gaz à effet de serre dans le secteur de la pêche de capture. Le contexte national est assez représentatif de l'industrie de la pêche en Asie du Sud-Est: les coûts de main-d'œuvre y sont généralement bas et la consommation de carburant représente pratiquement 70 pour cent des coûts de

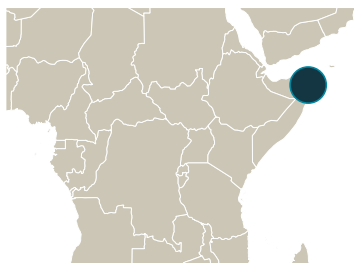
fonctionnement de la pêche au chalut thaïlandais. Diminuer l'utilisation de carburant offre de multiples avantages économiques et environnementaux. Un audit énergétique a été mené pour évaluer systématiquement le coût potentiel et les impacts environnementaux des pratiques d'économies de carburant dans la pêche. Les entretiens réalisés pour cet audit ont montré que les capitaines n'avaient généralement pas conscience du rôle important qu'ils jouaient dans la réduction de la consommation de carburant. Des pratiques visant à réduire la consommation de carburant peuvent aider l'industrie à diminuer ses émissions de GES, et par là, son empreinte carbone.



SOMALIE

Une nouvelle génération de femmes est actuellement formée à la construction de bateaux en Somalie.
© FAO/M. Savins

Formation des femmes à la construction de bateaux en Somalie



ODD 1 2 5 8 14

Après des années de conflit, la reconstruction du secteur de la pêche en Somalie est cruciale pour renforcer la sécurité

alimentaire et la nutrition parmi la population somalienne. En Somalie aujourd'hui, plus d'un million de personnes sont menacées par une grave insécurité alimentaire. La création d'emplois dans le secteur de la pêche est également essentielle. L'un des projets financés par la Norvège et mis au point par la FAO a mis l'accent sur la nécessité de créer des navires plus sûrs pour les artisans pêcheurs, en remplaçant les bateaux dangereux actuellement utilisés par la majorité des pêcheurs côtiers. Les nouveaux navires sont construits à Mogadishu, Berbera et Bossaso, entièrement par des Somaliens.

Le projet a reçu un accueil favorable de la part des apprentis – notamment des femmes- qui sont très désireux de mettre leurs nouvelles compétences à profit. La mise en circulation de ces bateaux, construits selon les normes de sécurité de la FAO, a suscité un grand intérêt et les sociétés du secteur privé se montrent d'ores et déjà intéressées par l'achat direct de bateaux sur les chantiers. Ce succès est de bon augure pour les hommes et les femmes apprentis, étant donné qu'il promet de générer des emplois de long terme dans le secteur.

LA FAO AIDE LES PAYS À RÉALISER L'ODD 14

L'aquaculture expérimentale fondée sur les captures de Napoléons en Indonésie



ODD 1 2 8 14

Le *Cheilinus undulatus*, un poisson des récifs coralliens - plus connu sous le nom de Napoléon, peuple les eaux tropicales peu profondes de l'océan Indien et Pacifique où il peut atteindre à l'âge adulte la taille d'un homme très grand. Face à son déclin ces 20 dernières années, la Convention sur le commerce international des espèces menacées a ajouté le Napoléon à la liste des espèces protégées, exigeant la mise en place de conditions de gestion strictes qui ne soient pas néfastes à la durabilité des stocks restants. Afin de remédier à la disparition de l'espèce dans les récifs coralliens, les pêcheurs des îles Anambas et Natuna se sont tournés vers ce que l'on appelle l'aquaculture fondée sur les captures. La FAO travaille avec le Gouvernement indonésien, la Convention et d'autres partenaires pour passer en revue les pratiques locales de gestion de la pêche. Les communautés de pêcheurs



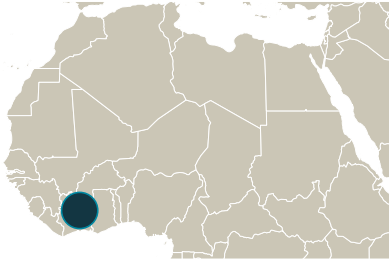
INDONÉSIE

Le Napoléon dans les récifs coralliens.
© FAO/Y. Sadovy

récoltent un grand nombre de jeunes poissons lorsqu'ils font 2 à 3,5 cm pendant une courte période de récolte, puis elles les transfèrent dans des filets de culture où ils sont nourris en attendant qu'ils grossissent jusqu'à atteindre la taille du marché, c'est-à-dire de 600 g à 1 kg. Le Napoléon peut

mettre jusqu'à trois à cinq ans pour grossir. Bien qu'il n'en soit qu'à ses prémices, l'exemple indonésien s'avère prometteur. Il offre des débouchés aux communautés de pêcheurs et soutient la conservation ce qui permet à l'espèce de reconquérir les récifs coralliens d'Indonésie.

Transformer la vie des femmes grâce à des technologies simples



ODD 1 2 3 5 8 13 14

Le poisson fumé est extrêmement prisé en Afrique de l'Ouest. Les femmes ivoiriennes effectuent toutes les tâches liées au fumage du poisson sur des fours traditionnels, qui ont des effets néfastes sur leur santé et celle de leurs enfants, souvent à proximité lors du processus. L'adoption de technologies simples et relativement peu chères révolutionne la vie de ces femmes, qui passent de longues heures sur ces fours, dans des locaux souvent mal ventilés. Plus écologiques et exigeant moins de bois pour le fumage, les fours FTT-Thiaroye introduits en 2014 en Côte d'Ivoire grâce à la FAO, sont un moyen de remplacement simple, mais efficace du fumage du poisson traditionnel. Les avantages pour les femmes sont nombreux: meilleur environnement de travail, diminution des problèmes respiratoires, augmentation de la qualité et des prix des produits, davantage de temps libre pour suivre des cours d'alphabétisation.



CÔTE D'IVOIRE

L'adoption de technologies relativement bon marché comme ces fours FTT transforme radicalement les vies (et les revenus) de ces travailleuses du secteur de transformation de la pêche.

© FAO/S. Kambou

LA FAO AIDE LES PAYS À RÉALISER L'ODD 14

Mieux reconstruire après le typhon Haiyan aux Philippines



ODD 1 2 8 9 14

En 2013, le typhon Haiyan a endommagé 30 000 bateaux de pêche, qui représentent les deux tiers des avoirs des villages de pêcheurs philippins. Il a également entraîné la destruction massive des forêts où vivent les pêcheurs et qui fournissent du matériau pour construire les bateaux traditionnels en bois, appelés bancas.

Lors de la reconstruction de la flotte, la FAO a mis au point un bateau banca hybride - plus sûr et de meilleure qualité- permettant de minimiser l'impact sur l'environnement. Mis au point par des travailleurs locaux, ce nouveau bateau de pêche - équipé d'une quille en fibre de verre au lieu de bois traditionnel - préserve sa forme traditionnelle, tout en respectant pleinement les normes de sécurité de la FAO.

Le résultat est un bateau plus sûr, plus efficace, qui reste cependant fidèle au modèle

traditionnel. L'innovation qui minimise l'utilisation des ressources doit toujours faire

appel à la tradition et être acceptée par les communautés locales de pêcheurs.



PHILIPPINES

Des constructeurs de bateaux sont formés pour construire un bateau de pêche banca hybride.
© FAO

Réduire la capture accidentelle en Amérique latine et dans les Caraïbes



ODD 2 8 14

Ces dernières années, la capture accidentelle de ressources halieutiques – le poisson ou d'autres espèces marines pris involontairement lorsqu'on cible d'autres espèces – est devenue un problème grandissant. La vigilance du grand public est allée de pair avec un intérêt croissant pour les questions de conservation et les inquiétudes concernant l'ampleur des pertes et du gaspillage alimentaires. Les taux de capture accidentelle varient énormément d'une industrie à l'autre. Par exemple, en moyenne, la quantité de prises accidentelles pour un chalutier crevettier en zone tropicale peut être 3 à 15 fois supérieure aux espèces ciblées. Quelque 1,9 million de tonnes de prises accidentelles sont rejetées chaque année uniquement par les chalutiers crevetniers. Le travail de la FAO en Amérique latine et dans les Caraïbes s'attaque à ces problèmes en réduisant la capture accidentelle et en encourageant des pratiques de pêche plus responsables.

Six pays - le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, le Mexique, le Suriname et la Trinité-et-Tobago - participent à l'initiative visant à réduire les pertes alimentaires et encouragent les moyens d'existence durable en

améliorant la gestion des prises accidentelles et en minimisant les rejets et la détérioration des fonds marins. De cette manière, le projet vise à transformer la pêche au chalut de fond en une pêche responsable.



SURINAME

Pêcheurs crevetniers au chalut dans une zone tropicale travaillant à diminuer la capture accidentelle et minimiser les rejets.
© FAO

LA FAO AIDE LES PAYS À RÉALISER L'ODD 14

Donner la priorité à la croissance bleue au Cap-Vert



ODD 1 2 5 8 9 11 13 14

Ce petit État insulaire africain est situé au milieu de l'océan. En collaboration avec la FAO, le Cap-Vert a décidé d'exploiter le potentiel des mers qui l'entourent

en créant et en appliquant une charte de la croissance bleue. Adoptée récemment, cette charte met en avant le développement environnemental, économique et social des priorités liées à l'océan. Ces activités prioritaires regroupent la recherche sur le changement climatique, la conservation des requins, le développement de zones océaniques protégées, le renforcement des artisans pêcheurs et de leur communauté, l'amélioration de l'assainissement et de la qualité des produits halieutiques grâce à de meilleures pratiques et à la conservation, le choix de produits halieutiques locaux

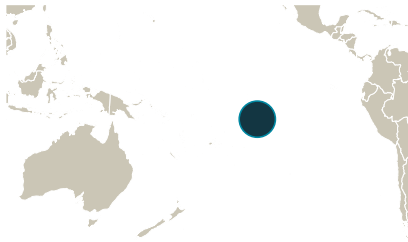
pour le tourisme et l'émancipation économique de groupes de femmes afin qu'elles puissent vendre leur poisson directement aux restaurants et aux hôtels, le développement de l'écotourisme, l'amélioration des réseaux de transport maritime pour faciliter le tourisme et l'exploration d'autres îles, et la création d'emplois pour les jeunes qui sont trop souvent forcés de chercher du travail à l'étranger. Les politiques et activités en la matière concernent divers ministères et juridictions, et une approche cohérente permet au Cap-Vert de donner la priorité aux activités de croissance bleue pour le bien de ses habitants.



CAP-VERT

Des femmes se préparent à vendre le poisson.
© FAO/J. Cafanzano

Les pêches du Pacifique sont essentielles à la sécurité alimentaire, l'amélioration des moyens d'existence et la nutrition



ODD 1 2 3 8 11 12 14

Un nouvel effort de collaboration entre la FAO et la communauté du Pacifique a débuté suite aux préoccupations grandissantes sur le fait que la faible tendance des taux de croissance économique qui a caractérisé ces 10 dernières années va se poursuivre dans de nombreux pays de la zone. La majorité des PEID du Pacifique est confrontée au «triple fardeau» de la malnutrition, par lequel la dénutrition, les carences en micronutriments et la surnutrition coexistent au sein des mêmes populations. Cette collaboration vise à améliorer la contribution de la pêche durable à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'amélioration des moyens d'existence. Dans cette région, la pêche côtière fournit le plus gros du poisson consommé localement. On estime que la consommation locale de poisson est deux ou trois fois celle des moyennes mondiales et elle est particulièrement élevée dans les atolls. Elle fournirait 50 à 90 pour cent des protéines



SAMOA

Poisson pêché localement au marché d'Apia, dans les îles Samoa.

© FAO/T. Callaghan

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION MONDIAL SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LES PEID

La FAO et ses partenaires de l'ONU ont travaillé avec les États membres pour développer le Plan d'action mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les PEID. Conscients des défis uniques auxquels sont confrontés les PEID, le Plan d'action vise à encourager des politiques et investissements permettant le développement plus résilient, durable et inclusif des systèmes alimentaires, améliorant ainsi l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition de leurs populations.

animales dans l'alimentation des populations côtières du Pacifique. À l'heure actuelle, une grande partie des ressources halieutiques des eaux côtières peu profondes sont épuisées. Compléter ces ressources avec du thon et d'autres espèces océaniques en développant la production du secteur de la pêche artisanale dans le but de fournir du poisson sain et nutritif à la consommation intérieure est l'une des solutions qui peuvent aider à garantir une alimentation plus nutritive. Ces opportunités complètent les pêches en mer ouverte dont la

majorité de la capture est destinée à la vente et à la consommation des marchés étrangers. Pour un grand nombre de pays et territoires du Pacifique, le thon et d'autres espèces océaniques sont facilement accessibles aux populations côtières. Avec d'autres partenaires régionaux clés, la FAO et les PEID du Pacifique travaillent ensemble sur un nouveau projet de chaîne d'approvisionnement en poisson côtier visant à augmenter la fourniture saine et durable de poisson pour la consommation intérieure et l'amélioration des moyens d'existence.

LA FAO AIDE LES PAYS À RÉALISER L'ODD 14

Mise en œuvre des Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale au Costa Rica



ODD 1 2 5 8 9 10 11 13 14

Dans certaines zones du Costa Rica, les ressources halieutiques côtières profitent à 60 pour cent de la population. Cependant, malgré la présence de ces ressources naturelles, un grand nombre d'habitants des côtes sont extrêmement vulnérables, avec de faibles niveaux d'éducation, et des taux élevés de chômage et de pauvreté. Le gouvernement met en œuvre les *Directives volontaires visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale* dans le but de mieux intégrer les réglementations au profit de la pêche artisanale, en mettant l'accent sur des approches fondées sur les droits de l'homme. Les organisations de pêcheurs ont été renforcées pour qu'elles puissent participer activement aux décisions et à la gestion, ce qui leur donne ainsi directement voix au chapitre sur des questions ayant un impact sur leurs moyens d'existence et leur

sécurité alimentaire. Le Costa Rica a également lancé un processus interinstitutionnel pour créer une orientation stratégique destinée à encourager la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire. Ce faisant, une attention particulière est donnée à des approches fondées sur les droits de l'homme, à l'éradication de la pauvreté, à l'inclusion sociale, la conservation, la création d'emplois et l'amélioration de la qualité de vie des populations côtières. En 2015, un décret formalisant l'application des Directives a été prononcé, incorporant ces dernières

dans les plans de fonctionnement institutionnels. Le pays a désormais lancé un processus participatif afin de préparer une loi de mise en œuvre qui formalisera l'application des Directives. Au plan sous-régional, l'Institut de la pêche et de l'aquaculture du Costa Rica (INCOPESCA), partage son modèle de mise en œuvre des Directives dans le cadre de l'Organisation du secteur des pêches et de l'aquaculture de l'isthme centraméricain (OPECSA) – ce qui représente une étape importante pour les artisans pêcheurs du Costa Rica.



COSTA RICA

Le Costa Rica travaille à renforcer les communautés côtières et la pêche artisanale.
© Instituto Costarricense de Pesca y Acuicultura (INCOPESCA)

La promotion de l'anchois du Pérou dans les cantines scolaires locales



ODD 1 2 3 12 14

Avec une production moyenne de 5 à 6 millions de tonnes par an, le Pérou est le plus grand producteur mondial d'anchois du Pérou. L'essentiel de ce poisson est destiné à l'industrie, où la majorité de la capture est actuellement transformée en farine et en huile de poisson. Bien que l'anchois du Pérou soit généralement considéré comme un poisson de faible valeur commerciale, en termes nutritionnels, c'est un produit d'une valeur exceptionnelle. Relativement bon marché, il est riche en protéines et en acides gras oméga-3 dont les bienfaits sanitaires sont bien documentés. Par ailleurs, en le mangeant entier lorsqu'il est petit, les consommateurs bénéficient également des nutriments précieux contenus dans la peau et les arêtes. Malheureusement, la malnutrition et les retards de croissance continuent d'être un problème chez un grand nombre d'enfants issus de communautés péruviennes vulnérables, et le gouvernement cherche des moyens d'encourager



des politiques de repas scolaires hautement nutritifs. La FAO et le gouvernement travaillent ensemble pour faire en sorte que l'anchois du Pérou entre dans les programmes de cantine scolaire, sachant que ce poisson représente un produit de base bon marché et cependant d'une grande valeur nutritionnelle pour les enfants. L'anchois du Pérou est préparé de différentes façons: fumé, mariné, congelé, de façon à être mieux accepté dans l'alimentation locale proposée par

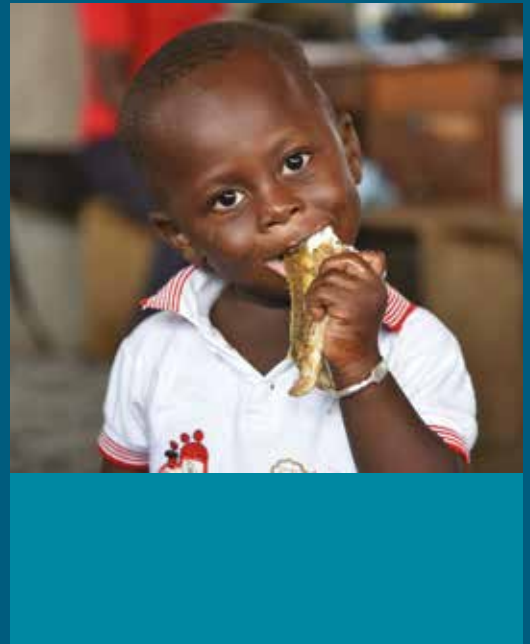
PÉROU

Le Pérou est en train d'introduire l'anchois du Pérou, doté de nombreuses qualités sanitaires et nutritionnelles, dans les programmes d'alimentation scolaires.
© FAO/N. Avdalov

les programmes pilotes. Ces derniers visent à encourager l'utilisation d'une petite partie de la production pour la consommation humaine. Ce petit poisson pourrait fournir des avantages sanitaires et nutritionnels colossaux pour les écoliers péruviens.

LE TRAVAIL DE LA FAO RELATIF À L'ODD 14

Des océans sains en faveur
de la sécurité alimentaire,
la nutrition et les
communautés résilientes



Des océans et des mers en bonne santé sont plus importants que jamais. Ils soutiennent les moyens d'existence et l'ensemble des communautés, offrant une alimentation nutritive et la prospérité à des centaines de millions de personnes dans le monde.

Ils couvrent plus de 70 pour cent de la surface de la planète, fournissent la moitié de l'oxygène du monde, séquestrent du carbone, et abritent 80 pour cent de la vie sur terre.

L'ODD 14, *Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable*, est une priorité majeure du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui engage la communauté internationale à agir pour surmonter les défis auxquels doivent faire face notre planète et tous ses habitants.

Se concentrer sur l'ODD 14 sera essentiel pour protéger les ressources marines et leur rôle important en matière de bien-être humain et de développement économique dans le monde.

Grâce au contrôle, aux instruments contraignants et non contraignants, la FAO travaille avec les pays pour concrétiser les objectifs relatifs à l'ODD 14, en abordant les liens existants avec d'autres cibles du Programme 2030 et en garantissant le développement durable dans ses trois dimensions.

Cette brochure met en lumière le travail de la FAO avec ses États membres et ses partenaires dans le monde entier pour garantir que les océans, les mers et les ressources marines sont utilisées de manière durable pour le bénéfice des générations présentes et futures.